

19/08/2009



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9732

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
6182^e séance – matin

M. OSCAR FERNANDEZ-TARANCO DÉCLARE DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ QUE DES PROGRÈS SONT RÉALISÉS AU MOYEN-ORIENT DEPUIS LE MOIS DE JUILLET

Il indique également que des efforts internationaux se poursuivent pour encourager la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco, qui intervenait ce matin, dans le cadre de la réunion mensuelle du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, a souligné que des développements importants avaient eu lieu sur le terrain. De même, a-t-il ajouté, les efforts internationaux se poursuivent en vue de créer les conditions propices à une reprise rapide des négociations entre Israéliens et Palestiniens.

L'Envoyé des États-Unis pour le Moyen-Orient, M. George Mitchell, a terminé sa visite dans la région le 29 juillet pour obtenir des engagements des parties, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la phase I de la Feuille de route, ainsi que des mesures au niveau régional, comme l'a souligné le Quatuor dans sa déclaration de Trieste du 26 juin dernier. Les Envoyés du Quatuor se sont réunis avec le Coordonnateur spécial à Jérusalem le 31 juillet, dans le cadre du suivi du Sommet de Trieste. En marge du débat de l'Assemblée générale de l'ONU, a-t-il annoncé, en septembre prochain, le Comité spécial de liaison pour les territoires occupés et les membres du Quatuor devraient à nouveau se réunir, a-t-il ajouté.

« Le Comité devrait également tenir des consultations avec des membres du Comité de suivi de l'Initiative de paix arabe. » Le Secrétaire général attend beaucoup de ces réunions, qu'il considère comme des étapes nécessaires à la relance des efforts de la communauté internationale visant à accomplir, cette année, des avancées significatives dans les domaines politique, économique et de la sécurité, a-t-il précisé.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a fait remarquer qu'en Cisjordanie, l'Autorité palestinienne poursuit ses efforts pour imposer l'ordre public dans les villes palestiniennes. Depuis la mi-juin, le nombre de victimes palestiniennes du fait des actions militaires menées par Israël a considérablement baissé, a-t-il fait observer, en émettant l'espoir que cette tendance se poursuivra. Les colons israéliens ont, en revanche, continué à s'attaquer aux Palestiniens et à leurs biens. Au total, 24 Palestiniens, dont cinq enfants, et sept Israéliens ont été blessés. M. Fernandez-Taranco s'est félicité des déclarations d'Israël annonçant son intention de prendre de nouvelles mesures pour faciliter l'accès et le mouvement. De telles mesures sont essentielles, a-t-il souligné, faisant remarquer que des obstacles significatifs persistent dans la bande de Gaza, notamment dans les environs de Jérusalem-Est. La levée de restrictions sévères sur le développement des infrastructures dans la zone C est également essentielle pour le développement économique du Territoire palestinien. M. Fernandez-Taranco a déclaré qu'il demeurait préoccupé par le déficit budgétaire alarmant auquel est confrontée l'Autorité palestinienne. « Nous nous réjouissons des récents transferts effectués par les donateurs clés qui ont fait des annonces de contributions importantes, et encourageons tous les donateurs à s'acquitter des engagements pris à Paris en décembre 2007 et à Charm el-Cheikh en mars 2009 », a-t-il.

Gravement préoccupé par la poursuite des implantations de colonies de peuplement à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a exhorté le Gouvernement israélien à geler l'implantation de colonies de peuplement à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

M. Fernandez-Taranco a rappelé les autorités israéliennes à leurs obligations internationales. Il a ainsi mis l'accent à la fois sur la nécessité de cesser les activités illégales d'implantation de colonies de peuplement, comme l'exige la Feuille de route, et sur la nécessité de lever tous les avant-postes érigés depuis mars 2001 et l'ensemble des restrictions qui entravent l'accès des Palestiniens à Jérusalem-Est, aux services sociaux de base essentiels et dans les zones agricoles.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a indiqué qu'au début du mois d'août, les Forces de sécurité israéliennes, autorisées par une décision de la Haute Cour israélienne, avaient procédé à l'éviction de plusieurs familles palestiniennes de Jérusalem-Est, « remplacées immédiatement par des colons israéliens » après leur expulsion. M. Fernandez-Taranco, soulignant la position unanime du Quatuor sur ce point, a appelé Israël à respecter le droit international en commençant par mettre un terme aux démolitions et aux évictions.

« En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne poursuit ses efforts pour maintenir l'ordre dans les villes palestiniennes », a ensuite dit M. Fernandez-Taranco, qui a noté une baisse du nombre de Palestiniens blessés par les Forces armées israéliennes. Il a cependant regretté que les attaques de colons israéliens contre des Palestiniens et leurs biens n'aient pas cessé dans la zone au cours de la période considérée. Il a demandé à Israël de réduire les restrictions qui, a-t-il fait remarquer, freinent le développement économique de la Cisjordanie. Il a également demandé aux donateurs internationaux d'honorer leurs engagements en vue d'assurer un appui financier à l'Autorité palestinienne.

Concernant la situation à Gaza et dans les environs, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques est revenu sur les affrontements ayant opposé, la semaine dernière, le groupe islamiste armé « Jund Ansar Allah » à des membres du Hamas. Il a estimé que cet incident, qui a éclaté au cours d'une période de calme relatif entre Israéliens et Palestiniens, témoignait d'une radicalisation de certains éléments attisée, selon lui, par la persistance du trafic d'armes et d'explosifs dans la bande de Gaza et l'absence d'un cadre juridique pour assurer l'ordre public.

M. Fernandez-Taranco a également estimé que la poursuite des activités de contrebande à grande échelle, à la frontière entre Gaza et l'Égypte, continuait d'affaiblir la situation économique locale et de faire obstacle à l'acheminement des moyens de subsistance. Il a indiqué à ce propos qu'au cours du mois écoulé, 87 camions étaient entrés chaque jour dans Gaza, contre 78 en juillet.

Comme lors de son dernier exposé, M. Fernandez-Taranco a rappelé qu'avant le blocus en 2007, 475 camions entraient quotidiennement à Gaza, ces passages correspondant aux besoins réels pour soutenir une activité commerciale normale et répondre aux besoins des civils.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a par ailleurs déploré que, sept mois après l'opération « Plomb durci », Israël n'ait toujours pas donné le feu vert aux opérations de reconstruction. Évoquant les consultations en cours entre les autorités israéliennes et les Nations Unies sur ce sujet, il a souligné l'importance de reconstruire les maisons, les installations sanitaires et scolaires avant l'hiver, afin « de permettre à la population civile de Gaza de bénéficier d'un semblant de retour à la normale ».

Concernant toujours Gaza, M. Fernandez-Taranco a ensuite appelé à la libération du soldat israélien Gilad Shalit ainsi qu'à celle des 11 000 prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, et appuyé les efforts de médiation conduits par l'Égypte en vue de parvenir à la réunification de Gaza et de la Cisjordanie. Enfin, il a rappelé que la mission d'établissement des faits mandatée par le [Conseil des droits de l'homme](#) sur le récent conflit dans le Territoire palestinien occupé avait achevé son enquête, et que son rapport serait présenté au début du mois de septembre, à Genève.

Concernant la situation au Liban, M. Fernandez-Taranco a salué les efforts des dirigeants politiques du pays pour former un nouveau gouvernement qui, une fois constitué, devra mettre pleinement en œuvre la [résolution 1701](#) du Conseil de sécurité sur le conflit israélo-libanais de 2006. Les activités de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), a-t-il assuré, se sont déroulées sans incident majeur au cours de ces dernières semaines.

Il a expliqué que le Coordonnateur spécial, M. Michael Williams, et le commandant de la Force, le général de brigade Claudio Graziano, étaient en contact permanent avec les Forces armées libanaises, les autorités palestiniennes et le Commandement des Forces de défense israéliennes pour faire baisser les tensions éventuelles. « Entretemps, a-t-il dit, des violations de l'espace aérien libanais par l'aviation israélienne ont lieu presque chaque jour. »

M. Fernandez-Taranco a souligné que le Secrétaire général des Nations Unies restait engagé à œuvrer, aux côtés des parties concernées et des partenaires internationaux des Nations Unies, à une solution mettant fin à l'occupation qui a débuté en 1967 et à la création d'un État palestinien vivant côte à côte et dans la paix avec Israël, à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. Il a également réitéré l'engagement de l'ONU à œuvrer pour parvenir à une paix globale au Moyen-Orient en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de la Feuille de route et de l'Initiative de paix arabe.

* ** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel